

L'EXTRÊME DROITE EST ET SERA TOUJOURS L'ENNEMIE DES FEMMES ET DES MINORITÉS DE GENRE

*Solidaires a toujours
combattu l'extrême droite
et ses discours racistes,
sexistes, LGBTQIphobes...*

*L'extrême droite porte
une vision où « La » femme
est mythifiée, ou alors
ramenée à sa condition
de mère, et reste à
protéger (en particulier
des immigrés) et s'oppose
systématiquement à
l'émancipation des femmes
et minorités de genre.
Notre syndicalisme est
féministe et LGBTQIA+,
et combat toutes
les discriminations
et dominations.*

➔ **Quels sont les positionnements
et les pratiques de l'extrême droite ?**

*Même si l'extrême droite a édulcoré son programme, ses votes, ses pratiques,
et ses paroles expriment bien ses idées contre les droits des femmes, des personnes
LGBTQIA+, les personnes racisées, etc.*

NATALITÉ Caroline Parmentier, désormais députée dans le même département que Marine Le Pen. À l'époque où celle-ci officiait au sein du journal d'extrême droite, Présent, elle avait écrit ceci en 2018 : « Après avoir "génocidé" les enfants français à raison de 200 000 par an, on doit maintenant les remplacer à tour de bras par les migrants ». Le chiffre 200 000 correspondait au nombre annuel d'avortements, ainsi comparé à un « génocide ».

Ou encore « Les bébés de 2023 sont les cotisants de 2043 », disaient l'ensemble des cadres du RN durant les débats sur la réforme des retraites, avançant la nécessité de relancer la natalité pour des raisons économiques et démographiques (cf. livret consacré à la famille sur le site du Rassemblement national : « Notre modèle social, à commencer par notre système des retraites par répartition repose sur deux piliers : l'emploi et la démographie »).

En février 2022, les élu-es RN ont déposé un amendement contre l'allongement du délai d'IVG de douze à quatorze semaines. En novembre 2020, puis en 2021, les 23 eurodéputé-es du parlement européen ont voté contre une résolution qui condamne les restrictions drastiques du droit à l'IVG en Pologne, considérant que le texte porte atteinte à la « souveraineté de la Pologne ». Quand la Cour suprême des États-Unis supprime la protection constitutionnelle du droit à l'avortement, les mêmes eurodéputé-ers sont absent-es en juillet 2022 lors de l'adoption d'une résolution pour affirmer la nécessité de protéger ce droit.

SUR LE SALAIRE MATERNEL Par exemple la députée RN Jocelyn Dessigny (déjà sanctionné pour propos sexistes à l'Assemblée nationale en septembre 2023) a déclaré lors des débats sur la loi Plein-emploi conditionnant les aides sociales à des heures d'activité et à la préférence nationale pour les aides sociales « Nous partons du principe qu'une mère au foyer, elle est peut-être mieux à la maison à s'occuper des enfants ».

Union
syndicale
Solidaires

f X Instagram LinkedIn Telegram TikTok
@UnionSolidaires

PRÉFÉRENCE NATIONALE POUR LES AIDES SOCIALES

Toutes les allocations, allocation de soutien familial et aides sociales seront « réservées, exclusivement, aux familles dont au moins l'un des deux parents est Français » (programme du RN). Quid des femmes étrangères qui élèvent seules leurs enfants et dont les pères français sont démissionnaires, absents, voire violents ?

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Alice Cordier, cofondatrice du Collectif Némésis, a affirmé en avril 2024, que « 20 % des violences sexuelles sur majeurs sont le fait d'étrangers » tout comme Eric Zemmour (lui même accusé par 8 femmes de violences sexuelles) « Les violences sexuelles, on sait quels sont les principaux responsables. On sait que ça a explosé à cause de l'immigration ». Ainsi l'extrême droite développe des fausses informations sur les auteurs des violences sexistes et sexuelles pour diffuser leur haine raciste et xénophobe. Or, 87 % des viols sont commis par des auteurs de nationalité française en 2023 ; dans 45 % des situations, l'auteur des faits est le conjoint ou l'ex-conjoint de la victime (chiffres du ministère de l'Intérieur).

Dans son programme en 2022, le RN annonçait que les conjoints ou ex violents seraient jugés dans des délais très brefs et promettait des mesures de protection efficaces. Pourtant en 2018, sur la loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles les député-es RN s'étaient abstenus.

LGBTQIA+

Alors que la Russie harcèle sa population LGBTI+, Marine Le Pen a toujours entretenu des liens avec ce pays (son parti ayant été grandement financé par Moscou) et loué les qualités de Vladimir Poutine. « Les grandes lignes politiques que je défends sont celles qui sont défendues par M. Trump et M. Poutine », clamait-elle en 2017. L'accession du RN au sommet du pouvoir en France renforcerait l'impérialisme russe en Ukraine, dans l'Est de l'Europe et assombrirait les perspectives des résistances intérieures, notamment libertaires, féministes et queers.

BAISSES DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS FÉMINISTES ET LGBTQIA+

« Pas question de leur verser un sou » Marion Maréchal-Le Pen disait elle en 2017 à propos des plannings familiaux et des associations de défense des droits des personnes LGBT.

PRESSIONS, CENSURES ET MENACES

L'extrême droite n'hésite pas à mener des campagnes diffamatoires sur les établissements culturels et scolaires en matière de représentation LGBTI+ (contre les ateliers de conte animés par des drags queens en bibliothèques menacées, contre « la théorie du genre » avec les JRE, etc.), de programmes scolaires, d'agenda culturel, de prévention sexuelle ou encore de sensibilisation au consentement. Les mairies RN sucent aussi les budgets des établissements culturels récalcitrants.



➔ L'extrême droite a voté contre/s'oppose à :

Mars 2018

Le RN vote **contre l'interdiction des thérapies de conversion** à l'Union Européenne.

24/10/2019

Les eurodéputé-es RN **s'abstiennent sur la résolution contre la condamnation à mort de l'homosexualité en Ouganda.**

18/12/2019

Les eurodéputé-es RN **s'opposent à la résolution contre les discours de haine envers les personnes LGBTI en Europe .**

30/01/2020

Le RN **s'oppose à la réduction des écarts de salaire femme/homme** dans l'Union Européenne. En 2021, c'est un vote contre une résolution prévoyant des formations contre le harcèlement sexuel dans les institutions de l'Union européenne (UE). L'eurodéputée RN Annika Bruna justifie sa position en soulignant que « les hommes ne sont pas tous des coupables en puissance nécessitant d'être rééduqués par les féministes ». (Source « [Le Rassemblement national contre les droits des femmes](#) », *Alternatives Economiques*).

11/03/2021

Les eurodéputé-es RN **refusaient de déclarer l'UE « zone de liberté LGBTIQ »** en réaction au recul des droits des minorités sexuelles en Hongrie et en Pologne.

29/06/2021

Le RN vote **contre l'ouverture de la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires.**

24/06/2021

Le RN **s'oppose à l'accès à l'IVG gratuite et légale** en Union Européenne.

14/09/2021

Les eurodéputé-es RN **votent contre la résolution pour les droits personnes LGBTIQI** dans l'Union Européenne.

16/09/2021

Le RN vote **contre un rapport condamnant les violences envers les femmes.** En 2022, le Parlement européen vote pour [un salaire minimum européen](#), fondé sur un « niveau de vie décent » pour chaque Etat membre. Cette avancée concerne en grande majorité des femmes, les plus nombreuses parmi les bas et très bas salaires. Parmi l'ensemble des eurodéputé-e-s français-e-s, seul le RN vote contre, au prétexte que cette question relève d'une compétence nationale. (Source « [Le Rassemblement national contre les droits des femmes](#) », *Alternatives Economiques*)

10/05/2023

Le RN **s'abstient de ratifier la Convention d'Istanbul sur la lutte contre les violences envers les femmes et notamment les violences conjugales.**

11/04/2024

Proposition de loi **contre la possibilité de transition pour les mineur-es trans.**

11/04/2024

Iels se sont **abstenu-es sur l'introduction du droit à l'avortement dans la Charte européenne des droits fondamentaux.**



➔ On n'a jamais essayé ?

En France, les mairies d'extrême droite réduisent ou suppriment les subventions aux associations féministes et LGBTQIA+. Dans les pays où l'extrême-droite est passé au pouvoir, les premières attaques ont ciblé la communauté LGBTQIA+ (à commencer par les personnes trans) et les femmes.

En Italie : En avril 2024, le gouvernement de permet aux militants d'associations d'entrer à l'intérieur des centres de conseil pour obtenir de la part d'un médecin un certificat attestant de leur requête, étape nécessaire pour avoir accès à une interruption volontaire de grossesse. Nul besoin d'interdire l'IVG ou de modifier la loi : **pour de nombreuses femmes, en Italie, avorter commence déjà à devenir quelque chose d'irréalisable.** Le parti Fratelli d'Italia est à l'origine du vote, en avril 2023, d'un fonds de 400 000 euros accordé par la région du Piémont à des associations pro-vie. *Le 13 juin 2024, Meloni faisait sauter du communiqué du G7 une mention d'engagement à « l'accès sûr » à l'avortement.*

En Pologne : Le 27 octobre 2021, une décision de la Cour constitutionnelle de Pologne a interdit presque totalement l'accès à l'avortement, en supprimant les motifs « de malformation grave et irréversible du fœtus ou de maladie incurable menaçant la vie du fœtus » permettant l'avortement. L'accès à l'avortement reste limité et les personnes enceintes sont en danger, car les hôpitaux ne pratiquent pas d'interruptions volontaires de grossesse même dans des situations de péril vital. Au moins une femme serait décédée après s'être vu refuser des services d'avortement. La police a harcelé des femmes soupçonnées d'avoir avorté. Une habitante de Cracovie a été soumise à une fouille corporelle et ses appareils électroniques ont été saisis par des fonctionnaires de police après qu'elle a déclaré à un médecin consultée pour un autre motif qu'elle avait avorté la semaine précédente.

En Hongrie : En septembre 2022, il est désormais obligatoire pour chaque femme souhaitant pratiquer un avortement d'écouter les battements de coeur du fœtus avant d'y avoir recours. **En 2021 une loi interdisait « la promotion et la représentation de l'homosexualité et du changement de genre »** dans les services de médias linéaires. Dans son évaluation périodique de la Hongrie, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes [ONU] a fait état de sa vive inquiétude concernant les droits reproductifs dans le pays, soulignant que l'accès aux avortements sûrs et légaux était limité et que le gouvernement renforçait les stéréotypes de genre. La Hongrie n'avait toujours pas ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), qu'elle avait signée en 2014. Selon l'indice d'égalité des genres 2023, publié par l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, la Hongrie était classée à la 26e place sur les 27 États membres de l'UE pour ses performances globales, et à la dernière place dans le domaine du pouvoir.

En Espagne : L'extrême droite nie la violence de genre ce qui a comme conséquence la réduction des droits des femmes victimes de violence de genre aux aides à l'emploi, comme à Valencia où il y a un gouvernement d'extrême droite.

En Argentine : 6 mois après son arrivée au pouvoir, l'extrême-droite a supprimé le Ministère des femmes, des genres et des diversités et le secrétariat contre la violence de genre (Source « Les attaques de l'extrême droite se multiplient en Argentine », *Mediapart*).

En Russie : depuis 2013, un texte de loi interdit « l'information auprès des mineurs au sujet des relations sexuelles non traditionnelles ». En juin 2023, les transitions de genre deviennent illégales et le 30 novembre les mouvements LGBTQIA+ sont considérés comme extrémistes.

Pour protéger nos droits et acquis sociaux, contre les discriminations LGBTQIphobes et sexistes, les violences de genre, l'Union syndicale Solidaires appelle à combattre l'extrême-droite et ses idées partout et tout le temps.

C'est en amplifiant nos luttes féministes et LGBTQIA+, en imposant nos revendications pour l'égalité, la liberté et l'émancipation de toutes et tous, sur nos lieux de travail, d'étude et dans la rue que nous ferons reculer l'extrême droite et ses idées.